



FÉVRIER 2024

## Quelle rémunération pour les membres du Conseil de fondation et du Comité d'association dans le canton de Vaud ?

### A. Introduction

L'Administration cantonale des impôts du canton de Vaud (« AFC-VD ») a précisé sa pratique dans de nouvelles « [Directives en matière d'indemnisation des membres d'organes d'entités exonérées d'impôts en raison de leur but de pure utilité publique \(PUP\)](#) » (« Directives »), publiées le 29 janvier 2024.

Ces Directives apportent des éclaircissements sur les modalités de rémunération, notamment les principes régissant le remboursement des frais et toute indemnité, pour les membres des organes dirigeants des entités exonérées d'impôts en raison de leur engagement dans des activités d'utilité publique, conformément aux articles 56 let. g LIFD et 90 al. 1 let. g LI-VD. Il est important de souligner que ces Directives

FEBRUARY 2024

## Can members of foundation Boards and association Committees be remunerated in the canton of Vaud?

### A. Introduction

The cantonal tax administration of the canton of Vaud ("AFC-VD") has recently clarified its policy through the publication of "[Guidelines on the compensation of members of governing bodies of entities exempt from taxation due to their purely public benefit purpose \(PPB\)](#)" (translated from French; "Guidelines") on January 29, 2024 .

These Guidelines offer detailed insights into remuneration, encompassing principles governing the reimbursement of expenses and indemnities for members of governing bodies of tax-exempt entities engaged in activities of public benefit, in accordance with articles 56 lit. g LIFD and 90 para. 1 lit. g LI-VD. It is crucial to highlight that these Guidelines exclusively pertain to the

se concentrent exclusivement sur les membres de l'organe dirigeant (Conseil de fondation ou Comité de l'association) et ne concernent pas le personnel salarié ou bénévole. S'agissant du personnel salarié, l'AFC-VD saisit toutefois l'occasion de préciser qu'il ne devra en principe pas être composé de proches d'un membre de l'organe dirigeant, affichant ainsi une vision restrictive de cette question d'importance, notamment dans les entités familiales.

## B. Principes

Les Directives rappellent tout d'abord qu'en règle générale, les membres de l'organe dirigeant doivent agir bénévolement, excluant ainsi toute rémunération directe mais également indirecte (p. ex., le membre du Conseil/Comité employé par une société détenue par l'entité exonérée n'est pas considéré comme agissant bénévolement). Toutefois, des dérogations peuvent être envisagées dans des circonstances exceptionnelles.

Les Directives distinguent ensuite trois situations : (i) les membres du Conseil/Comité d'entités exonérées consacrant *moins* de 60 heures par année, (ii) les membres du Conseil/Comité d'entités exonérées consacrant *plus* de 60 heures par année et (iii) les mandats conférés par l'entité exonérée aux membres de l'organe dirigeant ou à leurs proches.

### *i. Membres de l'organe dirigeant consacrant moins de 60 heures par année*

Généralement, un engagement jusqu'à 60 heures par an est considéré comme non exceptionnel. Dans de tels cas, pour les membres bénévoles de l'organe dirigeant, un forfait maximal de CHF 300.- par séance (soit CHF 3'600.- par an) est autorisé en lieu et place du remboursement des frais effectifs. A noter que cette pratique doit être formalisée dans un règlement spécifique, soumis à l'approbation de l'AFC-VD.

members of governing bodies of tax-exempt entities (foundation Board or association Committee) and do not concern salaried or volunteer staff. In addressing salaried staff, the AFC-VD takes the opportunity to articulate a principle, stating that, as a general rule, such staff should not include relatives of a member of the Board/Committee of the tax-exempt entity. This reflects a rather strict position on an essential matter, particularly for family-run entities.

## B. Principles

The Guidelines emphasize the fundamental principle that members of governing bodies are expected to serve on a voluntary basis, thereby precluding any form of direct or indirect remuneration. For instance, a Board/Committee member employed by a company owned by the tax-exempt entity may not be considered as acting on a voluntary basis. Nonetheless, the Guidelines acknowledge the possibility of exceptions in extraordinary circumstances.

Further delineating the principles, the Guidelines categorize three distinct situations: (i) Board/Committee members of tax-exempt entities devoting *less* than 60 hours per year, (ii) Board/Committee members of tax-exempt entities devoting *more* than 60 hours per year, and (iii) mandates conferred by the tax-exempt entity to members of its governing body or their close relations.

### *i. Members of the governing body devoting less than 60 hours a year*

As a general rule, a commitment of up to 60 hours per year is deemed as usual for volunteers. In such instances, a lump sum payment of up to CHF 300.- per meeting (equivalent to CHF 3'600.- annually) is allowed as an alternative to the reimbursement of actual expenses. It is crucial to highlight that this practice necessitates formalization through a dedicated internal regulation, which must

Ces montants ne sont pas soumis à l'impôt, et aucun certificat de salaire n'est requis.

**ii. Membres de l'organe dirigeant consacrant plus de 60 heures par année**

En cas de nécessité de défraiement pour des membres d'organes dirigeants s'engageant au-delà de 60 heures par an, un règlement détaillé est impératif. Celui-ci doit spécifier les modalités du versement potentiel d'indemnités et inclure un cahier des charges, une explication de la fixation des indemnités, les modalités de paiement, la déclaration fiscale des indemnités comme revenu imposable, ainsi que l'obligation d'émettre un certificat de salaire. Ce règlement doit être soumis à l'approbation de l'AFC-VD, de même que toute modification future de celui-ci.

**iii. Mandats conférés par l'entité exonérée aux membres de l'organe dirigeant ou à leurs proches**

En dernier lieu, les Directives abordent la question des mandats attribués par l'institution exonérée aux membres de l'organe dirigeant ou à leurs proches. Les mandats ponctuels, en dehors des activités ordinaires, ne posent généralement pas de problème, mais l'attribution systématique est déconseillée en raison des conflits d'intérêts. Ainsi, un mandat ponctuel exceptionnel (p. ex., en cas de situation de crise ou de remplacement temporaire) n'affecte pas l'exonération, contrairement à des mandats répétés qui nécessitent une consultation préalable de l'AFC-VD, surtout s'ils impliquent des membres de l'organe dirigeant ou leurs proches.

be submitted to the AFC-VD for approval. Importantly, these amounts remain exempt from taxation, and are not considered as salary.

**ii. Members of the governing body devoting more than 60 hours a year**

Should one envisage to remunerate members of governing bodies dedicating more than 60 hours per year, it would be imperative to establish comprehensive regulations. These regulations must outline the terms and conditions governing the remuneration. This includes explicit details on the specifications, the methodology for determining indemnities, payment terms and conditions, the declaration of indemnities as taxable income in tax filings, and the mandatory issuance of a salary certificate. Furthermore, these regulations, along with any subsequent amendments, must be approved by the AFC-VD.

**iii. Mandates conferred by the tax-exempt entity to members of its governing body or their close relations**

Finally, the document addresses the issue of mandates granted by the tax-exempt entity to members of its governing body or individuals closely associated with them. Generally, one-off mandates, falling outside the routine scope of activities, do not present significant challenges. However, the systematic allocation of such mandates is discouraged due to the potential for conflicts of interests. Therefore, an exceptional one-off mandate – such as during a crisis situation or temporary replacement – should not impact the exemption status. In contrast, recurrent mandates necessitate prior consultation with the AFC-VD, especially when involving members of the governing body or their close relations.

Outre ce qui a été mentionné précédemment, la tenue des comptes, le mandat d'organe de révision, et les travaux administratifs peuvent être confiés annuellement (et donc de manière récurrente) à un membre de l'organe dirigeant ou à son cabinet, sous réserve (i) du respect de la neutralité et de l'indépendance et (ii) que les rémunérations annuelles brutes ne dépassent pas CHF 10'000.-.

## C. Conclusion

Quand bien même ces Directives reflètent dans une large mesure la pratique actuelle de l'AFC-VD, cette initiative a l'avantage de garantir une transparence accrue et une compréhension claire des règles entourant la rémunération des membres d'organes dirigeants au sein des entités d'intérêt public sises dans le canton de Vaud. Cette démarche permettra aux organisations concernées de mieux structurer leurs pratiques tout en assurant une conformité optimale avec les exigences fiscales, notamment le principe de désintéressement, ainsi que l'égalité de traitement entre les entités exonérées et leurs organes dirigeants respectifs.

Le revers de la médaille est qu'il en résulte une fixation de critères certes clairs, mais aussi arbitraires selon nous, notamment le seuil de 60 heures de bénévolat qui est requis avant de pouvoir envisager une rémunération au-delà du défraiement de CHF 3'600.-.

**Comment accéder aux Directives ?** Le document complet est disponible sur le site officiel de l'AFC-VD, accessible à l'adresse suivante : <https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/impots/impots-pour-les-societes/exoneration-fiscale> (consulté le 12 février 2024). Nous vous encourageons à le consulter pour obtenir des informations détaillées sur ces nouvelles Directives.

Nous restons à votre disposition pour toute question ou clarification supplémentaire.

In addition to the considerations outlined above, responsibilities such as bookkeeping, auditing, and administrative tasks may be annually entrusted (and thus, on a recurring basis) to a member of the governing body or their firm. This is permissible under the condition that (i) neutrality and independence are maintained, and (ii) the annual remuneration does not exceed CHF 10'000.-.

## C. Conclusion

While these Guidelines mostly confirm the existing practice of AFC-VD, this initiative bears the advantage of ensuring enhanced transparency and a comprehensive understanding of the regulations governing the compensation of members of governing bodies within tax-exempt public interest entities based in the canton of Vaud. This approach allows concerned organizations to refine their practices, fostering optimal compliance with tax requirements, particularly emphasizing the principle of disinterestedness, and ensuring equal treatment between tax-exempt entities and their respective governing bodies.

However, the established criteria, though clear, may also be perceived as somewhat arbitrary, in particular the 60-hour threshold for volunteer work before considering remuneration beyond the CHF 3'600.-.

**How to access the Guidelines?** The full document is accessible on the official AFC-VD website at <https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/impots/impots-pour-les-societes/exoneration-fiscale> (accessed on February 12, 2024). We encourage you to review this resource for comprehensive details on the newly issued Guidelines.

Should you have any questions or require further clarification, we are at your disposal.

Restez informé.e.s !

sigma legal

Vincent Pfammatter, Chloé Ricci et Martina Danz

Stay informed!

sigma legal

For more informations,  
visit :

[sigmalegal.ch](https://sigmalegal.ch)

Or contact us  
at :

[contact@sigmalegal.ch](mailto:contact@sigmalegal.ch)